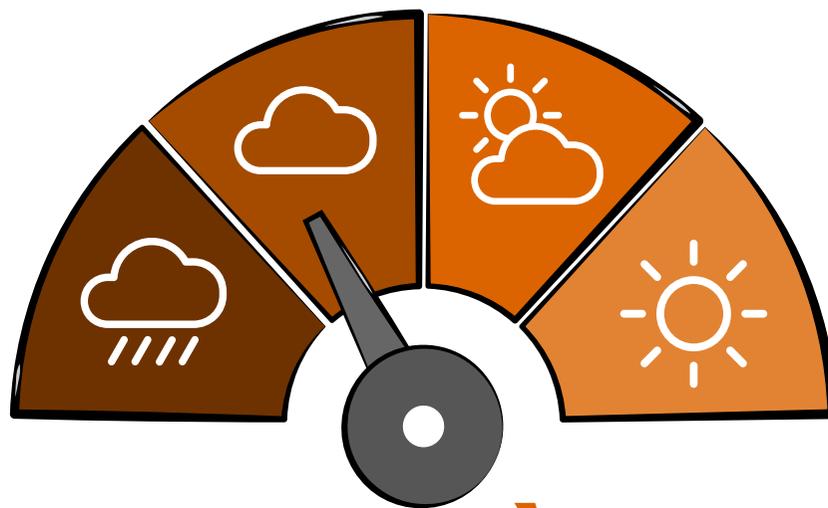


ENQUÊTE DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES



BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE

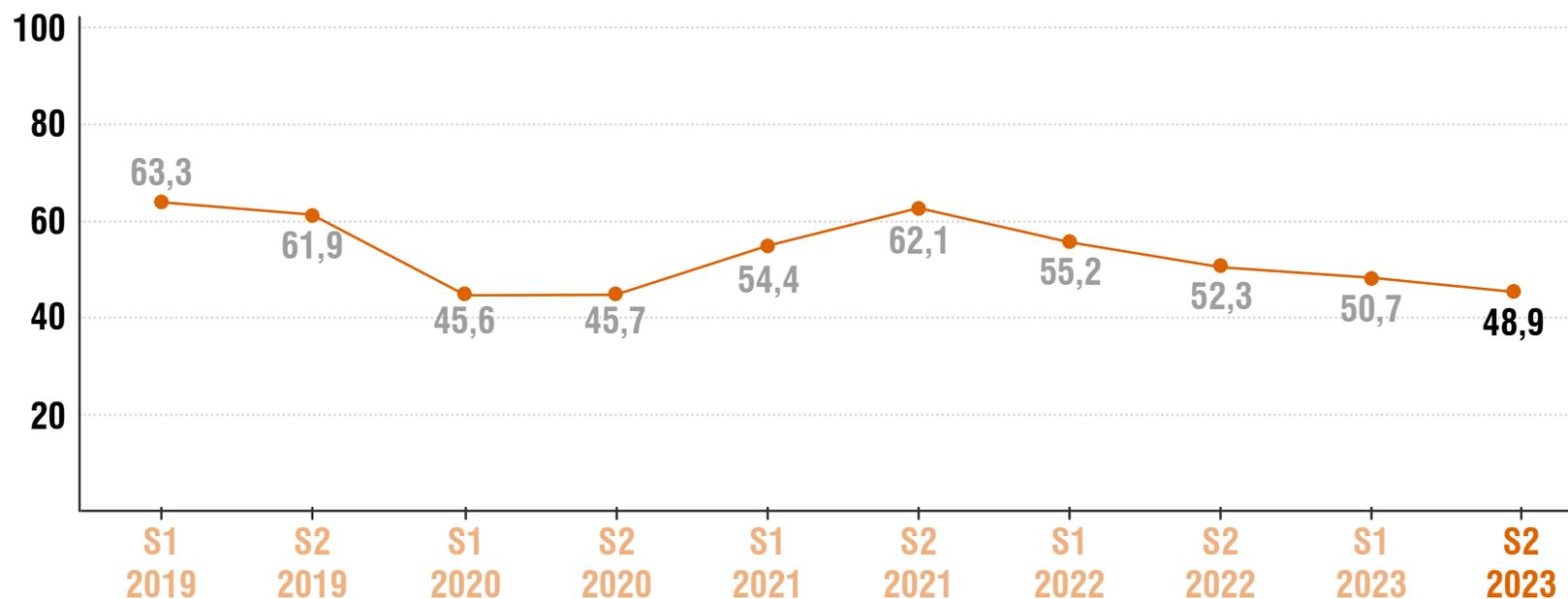
ÉDITION 2^E SEMESTRE 2023

FOCUS THÉMATIQUE :
FINANCEMENT DES ENTREPRISES

LA CONJONCTURE

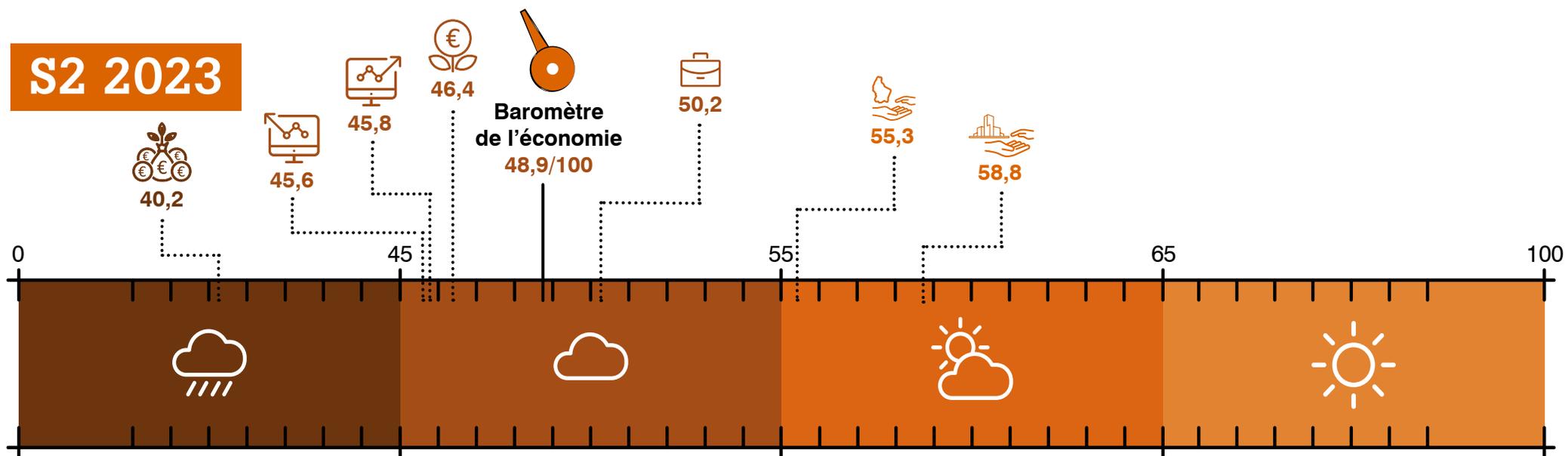
Tendance déjà perceptible lors des précédents Baromètres, le climat des affaires continue de s'assombrir, et ce pour le 4^{ème} semestre consécutif, entre montée des tensions géopolitiques, augmentation des taux d'intérêts, prix et inflation élevés, coûts et aggravation de la pénurie de main-d'œuvre... L'incertitude persistante de l'environnement économique fait **chuter le score synthétique du Baromètre de l'Économie** de ce semestre de 1,8 point en six mois, qui atteint **48,9 sur 100**, passant ainsi sous la barre symbolique des 50 pour la première fois depuis la pandémie de Covid-19. Presque tous les indicateurs conjoncturels se sont dégradés par rapport au semestre précédent. L'activité a poursuivi son ralentissement pour près d'1 entreprise sur 3, et cette tendance devrait perdurer dans les six prochains mois. Les conséquences sur les prévisions de rentabilité sont sans appel : un tiers des entreprises anticipe à nouveau une dégradation. Bien que tous les secteurs soient touchés, la situation est particulièrement préoccupante pour les entreprises des secteurs de la construction, de l'industrie et de l'HORECA, dont le pessimisme à court terme concerne aussi bien les indicateurs précités que les investissements, l'emploi ou encore le chiffre d'affaires provenant des ventes nationales. Le défi le plus cité par les entreprises pour 2024 devient le coût de la main-d'œuvre (64%). La confiance dans l'avenir de leur entreprise pour les 2 à 3 prochaines années semble toutefois rester stable, bien qu'à un niveau historiquement bas, alors que celle dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise continue de décliner lentement.

Évolution du score du Baromètre de l'Économie*

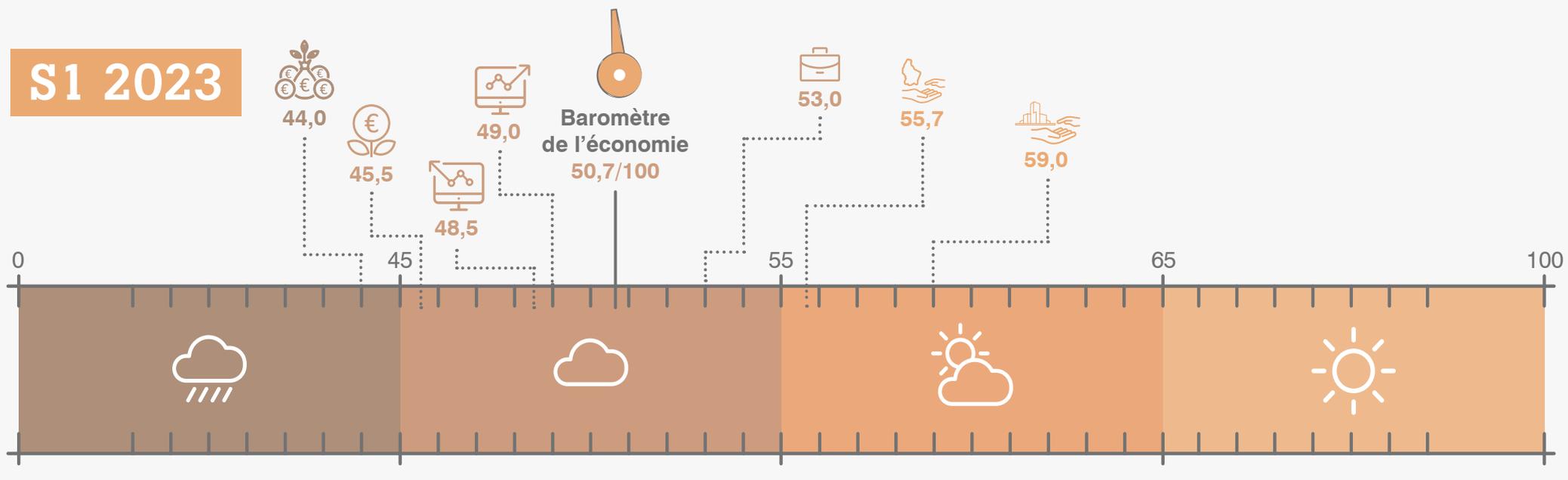


* Le score du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des 7 indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissements.

S2 2023



S1 2023



Activité des 6 derniers mois



Emploi



Rentabilité



Confiance dans l'avenir de l'entreprise



Activité des 6 prochains mois



Investissements



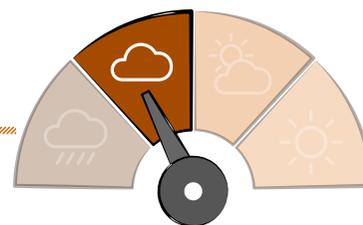
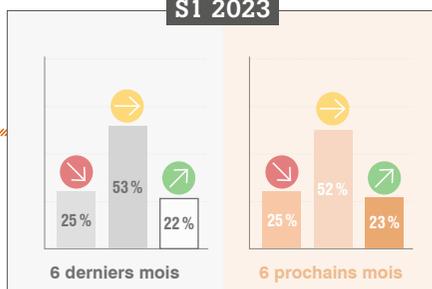
Confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise



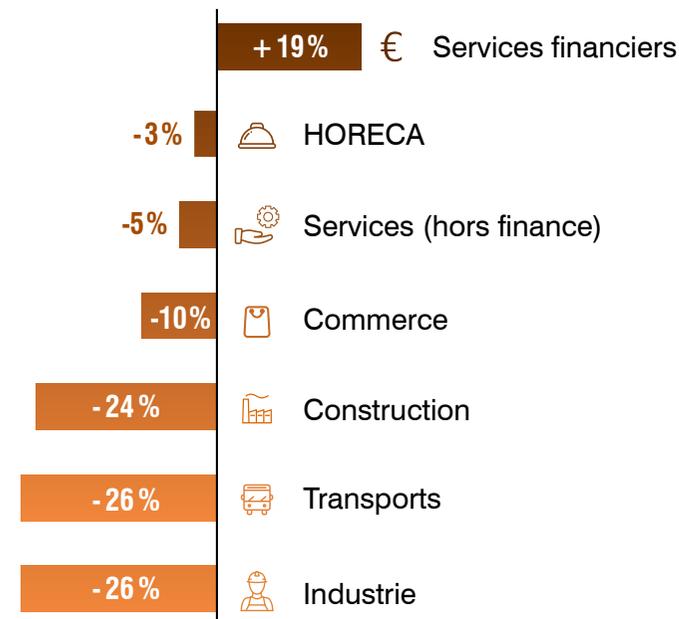
Baromètre de l'Économie

Activité

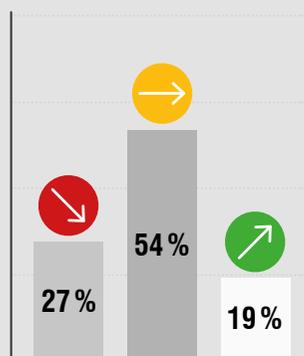
S1 2023



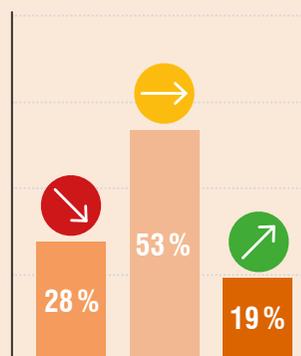
Différentiel entre la part des entreprises avec activité en hausse et celles avec activité en baisse :



L'activité au cours des 6 derniers mois était :



L'activité pour les 6 prochains mois devrait être :



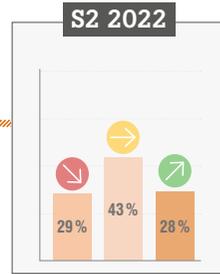
↓ En diminution
 → Stable
 ↑ En augmentation

Les incertitudes persistantes de l'environnement économique, la hausse des taux d'intérêts, l'inflation élevée et son corollaire au Luxembourg, l'indexation des salaires, pour ne citer que quelques raisons, ont eu des conséquences sur l'activité des entreprises ces 6 derniers mois. **Celle-ci a été moins favorable que les anticipations des dirigeants au premier semestre 2023, et ce en particulier pour les secteurs des transports, de l'HORECA et de l'industrie.** Alors que 23% des entreprises s'attendaient à une hausse de leur activité au dernier semestre, seules 19% ont effectivement enregistré une croissance, et 27% ont même connu une baisse. L'activité est restée stable pour plus d'une entreprise sur deux. Selon un peu plus de la moitié des chefs d'entreprise, le climat des affaires devrait rester stable dans les 6 mois à venir, **mais pour 28% d'entre eux, il pourrait continuer à se détériorer, en particulier dans les secteurs de la construction (42%) et de l'industrie (39%).**

La part des activités en croissance au dernier semestre est inférieure à la part des activités en déclin. Le différentiel se situe à -9%, soit un recul de 6 points de pourcentage (pp) par rapport à l'édition précédente et une baisse continue depuis le pic des +43% enregistrés début 2021. Cela concerne tous les secteurs hormis celui des services financiers (où le différentiel est passé de +8% à +19% entre le premier et le second semestre 2023). L'écart est particulièrement alarmant pour les secteurs des transports, qui repassent dans le rouge (de +2% à -26%), de la construction (de -10% à -24%) et de l'industrie (de -17% à -26%), pour lesquels le climat des affaires continue à se détériorer et qui enregistrent leur plus forte chute d'activité depuis le début de la pandémie de Covid-19. Les raisons de ce ralentissement de l'activité peuvent diverger selon les secteurs, allant de la hausse du coût du carburant dans les transports, à l'impact de l'augmentation des taux d'intérêts dans la construction, en passant par les tensions géopolitiques qui pénalisent les exportations dans l'industrie.

Exportations

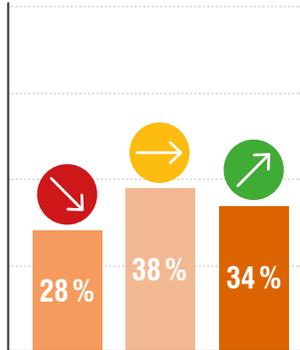
Évolution attendue du chiffre d'affaires à l'exportation pour 2024



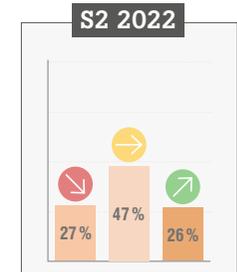
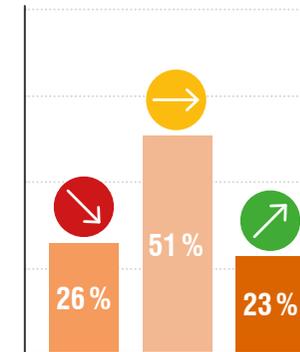
18%
d'entreprises exportatrices

Ventes nationales

Évolution attendue du chiffre d'affaires national pour 2024



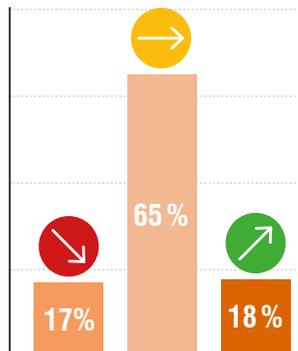
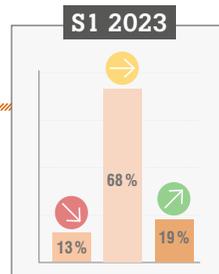
18% des entreprises interrogées sont exportatrices de produits ou services (1 point de plus qu'il y a un an, mais en deçà des 24% enregistrés fin 2021). **Les principaux secteurs exportateurs sont l'industrie (66%), suivie du commerce (32%) et des transports (29%).** En moyenne, un plus grand nombre d'entreprises qu'en 2023 (+6 pp) s'attendent à voir leur chiffre d'affaires à l'exportation augmenter en 2024. Des écarts sectoriels sont toutefois à noter. Alors que dans certains domaines comme l'industrie et les services financiers, un pourcentage élevé d'entreprises anticipe une baisse de leurs exportations (respectivement 44% et 45%) par rapport à celles s'attendant à une hausse (respectivement 15% et 21%), d'autres secteurs sont plus optimistes. Ainsi, **51% des dirigeants du secteur du commerce prévoient une augmentation de leur chiffre d'affaires à l'exportation**, contre seulement 20% anticipant une baisse. Les dirigeants d'entreprises de services non financiers sont quant à eux 41% à anticiper une évolution positive.



1 entreprise sur 2 s'attend à ce que son chiffre d'affaires issu des ventes sur le territoire national reste stable. Cependant, plus d'un quart des entreprises devrait connaître un ralentissement en 2024. **Les anticipations du secteur de la construction se sont fortement dégradées, 46% des entreprises s'attendant à une baisse des ventes, contre 34% il y a un an.** L'industrie reste également assez pessimiste (31% anticipent une baisse des ventes). Bien qu'encore préoccupante, la situation semble néanmoins s'améliorer pour le secteur du commerce (28% s'attendant à une baisse contre 36% en 2023). Le secteur des services financiers reste celui se portant le mieux : 34% des entreprises présagent une évolution positive des ventes, contre seulement 11% un recul.

Emplois

Effectifs pour les 6 prochains mois :

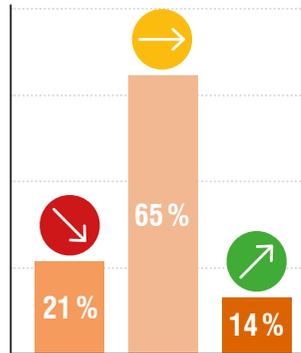
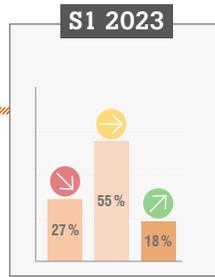


Près de 65% des chefs d'entreprises prévoient de maintenir leurs effectifs au cours des 6 prochains mois, soit une large majorité. Cependant, en comparaison avec le semestre précédent, **une proportion croissante d'entreprises envisage de réduire leurs effectifs** (17% contre 13% il y a 6 mois).

L'HORECA, la construction et les transports comptent proportionnellement plus d'entreprises prévoyant une baisse de leurs effectifs (respectivement 29%, 26% et 19%) que d'entreprises anticipant une hausse (respectivement 13%, 11% et 6%). Le secteur financier se porte mieux : 21% des entreprises envisagent d'augmenter leurs effectifs, contre seulement 10% qui prévoient de les réduire.

Investissements

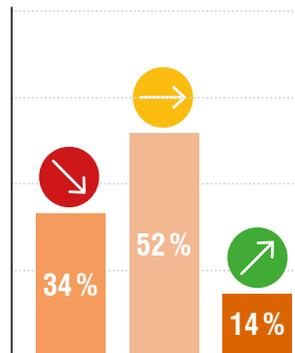
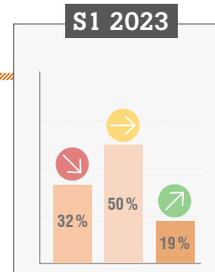
Pour les 6 prochains mois :



65% des dirigeants d'entreprises ont l'intention de stabiliser leur niveau d'investissements pour les 6 prochains mois (contre 55% au semestre précédent), alors que 14% souhaitent investir plus. 21% envisagent d'investir moins à court terme, soit 6 pp de moins qu'il y a 6 mois, au profit d'une stabilité, laissant toutefois craindre le maintien d'un niveau d'investissement relativement bas. **Certains secteurs affichent un pessimisme important, notamment celui de la construction (36% pensent devoir freiner leurs investissements contre 6% en faveur d'une augmentation), de l'HORECA (28% contre 12%) et de l'industrie (25% contre 10%).** Le secteur des services financiers est le seul à compter plus d'entreprises envisageant une évolution à la hausse de leurs investissements (21%) par rapport à celles prévoyant une baisse (10%).

Rentabilité

Pour les 6 prochains mois :

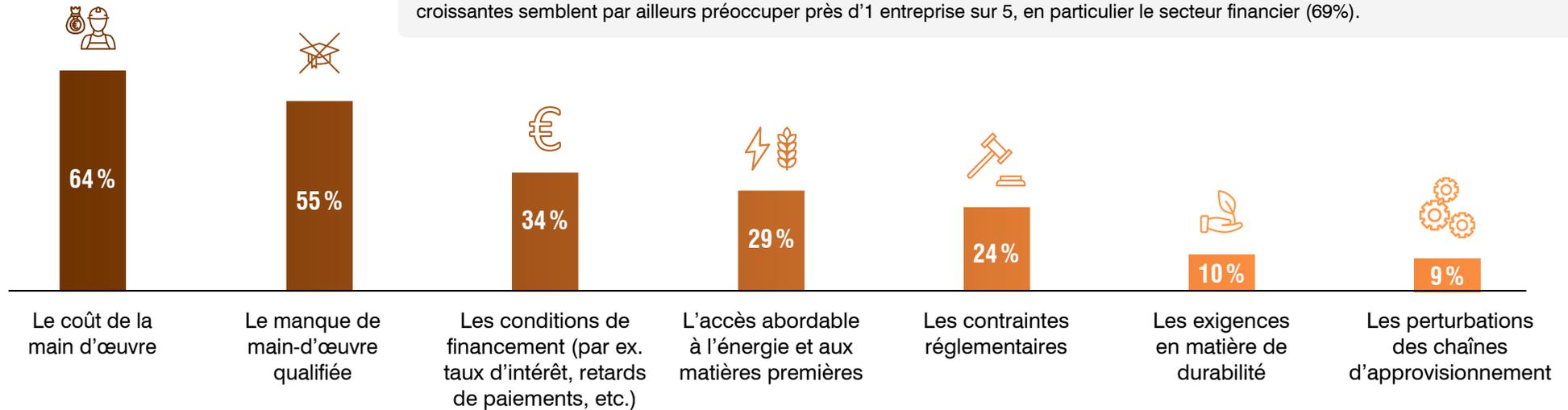


Bien que plus de la moitié des entreprises (52%) table sur une stabilité de rentabilité, la part s'attendant à une baisse dans les 6 prochains mois augmente légèrement par rapport au semestre précédent (34% contre 32% il y a 6 mois). **L'ensemble des secteurs devrait continuer à se situer dans le rouge**, y compris celui des services financiers pour la première fois en 1 an (21% anticipent une baisse, contre 24% au semestre précédent, et seulement 16% une hausse contre 33% au dernier semestre). En 6 mois, le secteur de l'industrie est passé d'une part de 31% d'entreprises qui anticipent une chute de leur rentabilité à 44%, la construction passe de 37% à 41%, l'HORECA de 36% à 41%, le commerce de 30% à 38% et les transports de 20% à 34%. **Les prévisions de rentabilité sont globalement d'autant plus pessimistes que l'entreprise est petite.**

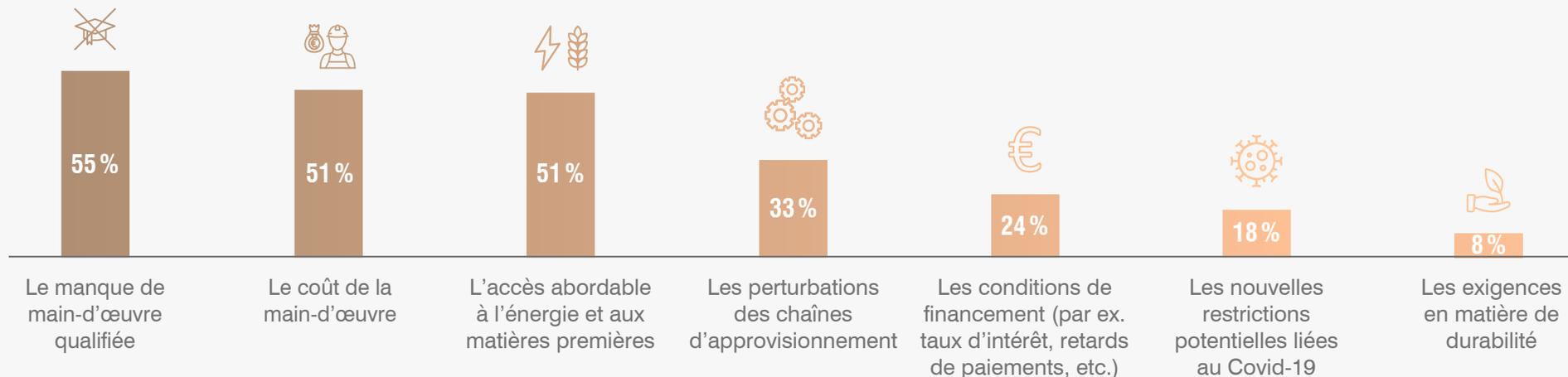
Défis

Les défis du développement économique des entreprises pour 2024* :

Si, pour 55% des dirigeants, **le manque de main-d'œuvre** reste un enjeu majeur, **ils sont encore plus nombreux (64%) à citer le coût de la main-d'œuvre parmi les défis pour 2024**. La raison semble évidente avec trois tranches d'indexation déclenchées depuis le début de l'année et une inflation qui repart à la hausse depuis cet été. La politique des banques centrales a quant à elle un effet de plus en plus marqué sur les entreprises : plus d'1 entreprise sur 3 (**34%, soit +10,4 pp par rapport à l'année dernière**) **considère les conditions de financement comme étant un défi majeur** pour l'année à venir. Le secteur le plus inquiet est celui de la construction (46%). Les préoccupations marquées face à l'accès abordable à l'énergie semblent quelque peu s'estomper par rapport à l'année dernière, bien que cela reste un défi identifié par 43% des entreprises industrielles et par 55% des dirigeants de l'HORECA. Les contraintes réglementaires croissantes semblent par ailleurs préoccuper près d'1 entreprise sur 5, en particulier le secteur financier (69%).



S2 2022



* Selon la liste de défis proposée par l'European Economic Survey d'Eurochambres (pour l'édition 2024).

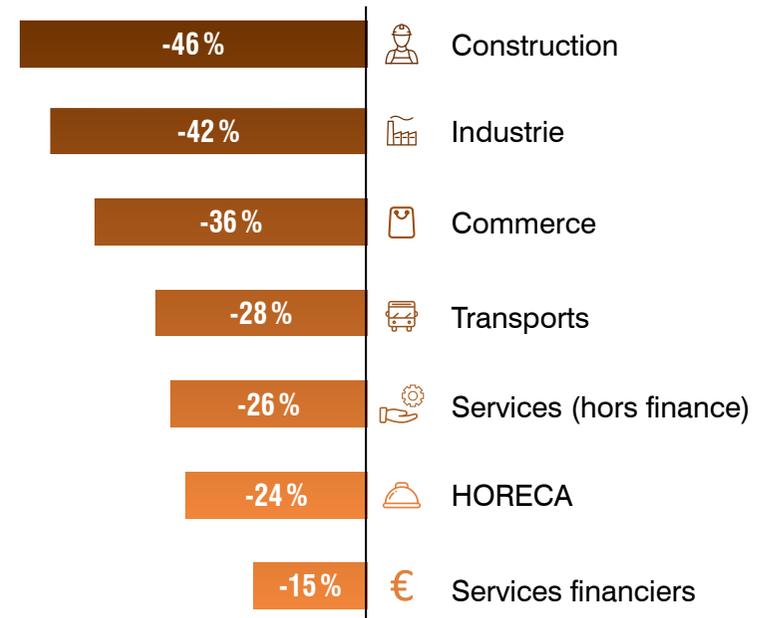
Environnement économique

Influence attendue de l'environnement économique sur les entreprises en 2024

L'influence attendue de l'environnement économique sur les entreprises en 2024 est légèrement moins défavorable qu'il y a un an, au profit d'une certaine stabilité pour 53% d'entre elles (contre 46% en 2023). 39% des dirigeants craignent un impact défavorable de l'environnement sur leur activité dans l'année à venir, contre 45% l'année dernière.



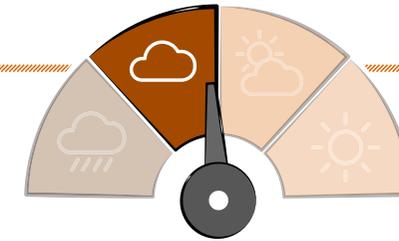
Influence de l'environnement économique sur l'entreprise par secteur en 2024 (% d'entreprises)*



Malgré une légère amélioration comparée à 2023, la majorité des entreprises dans tous les secteurs anticipe un impact négatif de l'environnement économique sur leur entreprise en 2024. **Le pessimisme est plus modéré qu'en 2023 pour l'ensemble des secteurs, hormis celui de la construction** (52% des dirigeants craignent un impact négatif contre 46% il y a un an, et seulement 6% s'attendent à des conséquences favorables contre 11% en 2023). Néanmoins, **les craintes d'une influence négative sur l'entreprise restent globalement très élevées** : 44% du secteur de l'industrie prévoient des difficultés, 47% dans celui du commerce, 36% dans l'HORECA et les transports, 34% dans les services hors finance et un quart du secteur financier.

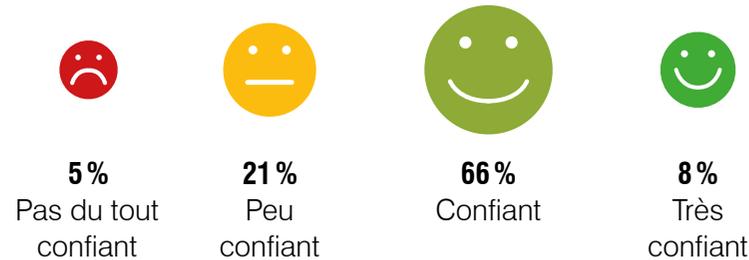
* Différentiel entre la part des entreprises s'attendant à une influence favorable de l'environnement économique sur leur activité, et celles anticipant une influence défavorable

Confiance



La confiance des dirigeants interrogés sur l'avenir de leur entreprise reste stable en moyenne pour le 3^{ème} semestre consécutif (74% d'entre eux étant confiants ou très confiants pour leur avenir dans les 2 à 3 ans), restant ainsi à un **niveau historiquement bas depuis 2019**, sans réelles perspectives d'amélioration vu l'incertitude de l'environnement économique actuel. Des variations sectorielles peuvent toutefois être constatées par rapport au semestre précédent.

Quel sentiment de confiance des entreprises pour leur avenir à moyen terme ?

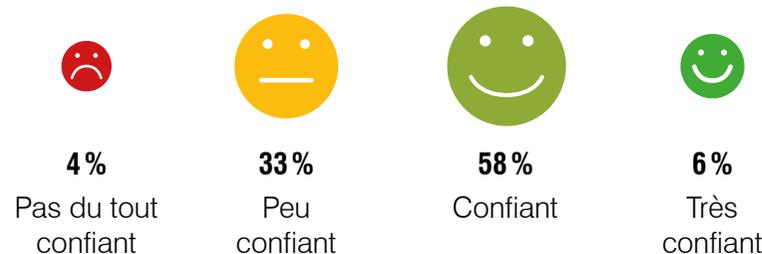


Cette **confiance reste au plus bas pour l'HORECA** et continue à se dégrader (seulement 56% de dirigeant confiants et très confiants contre 61% au semestre dernier). **Le 2^{ème} secteur le moins confiant devient l'industrie** (61% contre 76% il y a 6 mois), suivie du commerce (67% contre 76%). Le secteur des services financiers retrouve en revanche un certain optimisme, avec 86% de dirigeants confiants voire très confiants dans leur entreprise à moyen terme, contre 78% il y a 6 mois.

L'écart entre la confiance dans l'avenir à moyen terme de l'entreprise et celle dans l'économie luxembourgeoise continue à se creuser pour le 3^{ème} semestre consécutif, au détriment de l'économie nationale. Le pourcentage de chefs d'entreprises «confiants» ou «très confiants» dans l'économie luxembourgeoise se situe désormais à 64%, soit 11 pp de moins qu'au plus fort de la crise sanitaire. La différence entre ces deux indicateurs affiche +10 pp ce semestre (indiquant que **les entreprises ont plus confiance en l'avenir de leur entreprise que dans celui de l'économie**), et est particulièrement marquée pour les services non financiers (+17 pp), la construction et le commerce (+14 pp). Contrairement au semestre précédent, l'industrie a désormais plus confiance dans l'avenir de l'économie que dans celle de son activité (-5 pp, contre +10 pp il y a 6 mois), tout comme l'HORECA (-3 pp contre +13 pp il y a 6 mois).



Quel sentiment de confiance pour l'avenir à moyen terme de l'économie luxembourgeoise* ?



Il semble que les chefs d'entreprises continuent à s'inquiéter de l'évolution incertaine de l'économie luxembourgeoise, et prennent des mesures pour minimiser l'impact de la conjoncture nationale sur leurs activités. **Alors que le niveau général de confiance ne varie que modérément, de fortes évolutions sont à noter au niveau sectoriel.** Ainsi, les dirigeants du commerce semblent en moyenne perdre confiance dans l'économie luxembourgeoise (47% déclarent être confiants ou très confiants, contre 71% au semestre précédent), ceux de l'HORECA et des services financiers retrouvent un certain optimisme (respectivement 59% et 84% sont confiants contre respectivement 48% et 73% au dernier semestre). Par ailleurs, **plus l'entreprise est petite, moins elle a confiance en l'avenir de l'économie, mais également en celle de son activité.**

*Les résultats étant arrondis au nombre entier le plus proche, le total peut ne pas être égal à 100 %.

FOCUS THÉMATIQUE :

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Comme mis en exergue dans la première partie de cette édition, 34 % des entreprises ont identifié les conditions de financement comme étant un défi majeur pour 2024, défi qui gagne en importance lorsque la taille des entreprises se réduit. La hausse des taux d'intérêts depuis l'été 2022 venant chambouler l'économie, l'importance d'interroger les entreprises sur ce thème ne fait nul doute, et ce, afin de dessiner une image plus nette de l'environnement dans lequel elles évoluent quand il s'agit de financement et de relation avec les institutions financières. Il en ressort notamment que **45% d'entre elles ont recours régulièrement à un financement bancaire** (principalement pour des raisons d'investissement, mais également pour des besoins de fonds de roulement). Le parcours des entreprises jusqu'à l'obtention d'un tel financement ne se déroule toutefois pas toujours sans encombre : 12 % des entreprises ont déjà rencontré des difficultés pour ouvrir un compte bancaire et 22 % se sont déjà vu refuser l'obtention d'un tel financement, essentiellement par manque de garanties, d'historique ou de fonds propres.

Refus d'ouverture de compte



12%

des entreprises ont déjà rencontré des difficultés pour ouvrir un compte bancaire

Refus de financement



22%

des entreprises se sont déjà vu refuser l'obtention d'un financement bancaire, principalement pour les raisons suivantes :



37%

Absence de garanties suffisantes



27%

Entreprise trop jeune

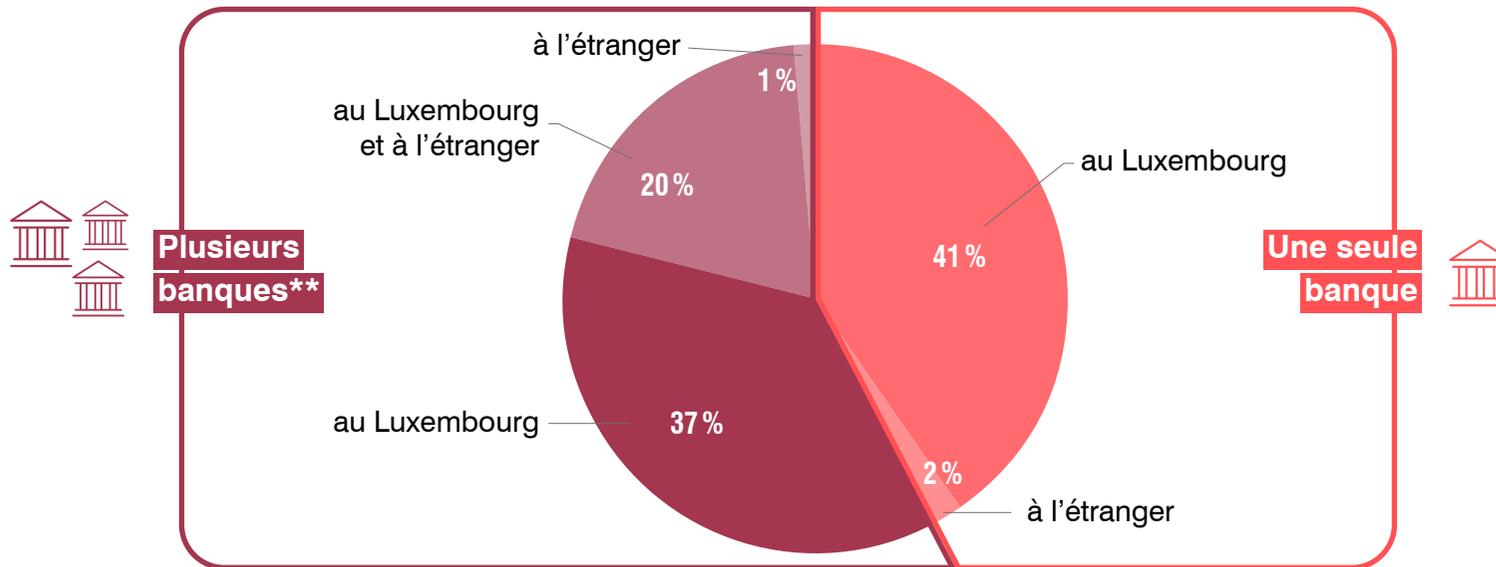


28%

Manque de fonds propres

Relation bancaire

La relation des entreprises avec les institutions bancaires*



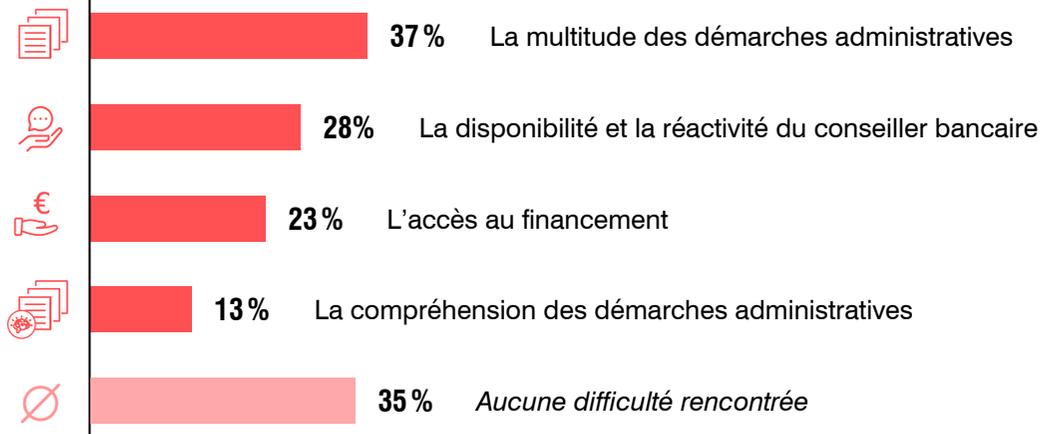
* Les résultats étant arrondis au nombre entier le plus proche, le total peut ne pas être égal à 100 %.

** Selon les besoins de l'entreprise et les services offerts par la banque.

Les entreprises ne font pas toutes le même choix en matière de relation avec leur(s) banque(s), certaines privilégiant une banque de référence, d'autres préférant être en lien avec plusieurs institutions bancaires, selon leurs besoins et les services offerts par chacune. Ainsi, 2 entreprises sur 5 ont un compte professionnel dans **une seule banque située au Grand-Duché. Ce choix est essentiellement fait par les entreprises les plus petites**, et en majorité par des entreprises du secteur de l'HORECA (66%). 37% des entreprises ont opté pour plusieurs banques au Luxembourg (47% des dirigeants du secteur de la construction ont fait ce choix, et 46% dans le secteur du commerce), et 20% traitent avec **plusieurs banques au Grand-Duché et à l'étranger** (45% dans le secteur du transport et 39% dans celui de l'industrie). **La fréquence de ce dernier choix a tendance à augmenter avec la taille de l'entreprise.** Très peu de chefs d'entreprise établis au Luxembourg décident de ne traiter qu'avec des banques situées en dehors du territoire (3%).

Relation bancaire

Quelles sont, le cas échéant, les principales difficultés rencontrées lors de vos échanges avec votre banque ?



Des démarches administratives bien trop (et de plus en plus) nombreuses, notamment en raison d'exigences européennes qui se multiplient : voici ce que 37% des dirigeants d'entreprise regrettent, car cela complique les échanges avec leur banque, et en particulier selon ceux des secteurs des services financiers (hors banques, 48%), de l'industrie (45%), des services non financiers (39%) et du commerce (36%). Cette difficulté est d'autant plus problématique que la compréhension desdites démarches est définie par 13% d'entre elles comme « réellement compliquées ». Les conseillers bancaires sont peu disponibles selon 33% des entreprises du secteur non financier et 32% de celles de l'industrie. **L'accès au financement est laborieux selon 30% des entreprises du secteur de la construction, et se complique davantage plus la taille de l'entreprise est petite.**



38%

des entreprises envisageraient de stocker des données personnelles dans un coffre-fort en ligne.

Envisageriez-vous de stocker vos données personnelles de manière centralisée dans un coffre-fort numérique sécurisé et en ligne, auquel les différentes banques auraient accès, afin de vous permettre de réduire les démarches administratives ?

(y télécharger votre carte d'identité par exemple)



Malgré la démultiplication des démarches administratives, jugée comme problématique, **les entreprises sont en grande majorité (62%) réticentes à l'idée d'enregistrer leurs données personnelles sur une plateforme externe**, même sécurisée, bien que cela puisse leur permettre de réduire le nombre de démarches. Le secteur le plus méfiant est celui de la construction (76%), suivi de celui de l'HORECA et des transports (64%). La crainte de fuites de données semble dès lors constituer un sujet sensible.

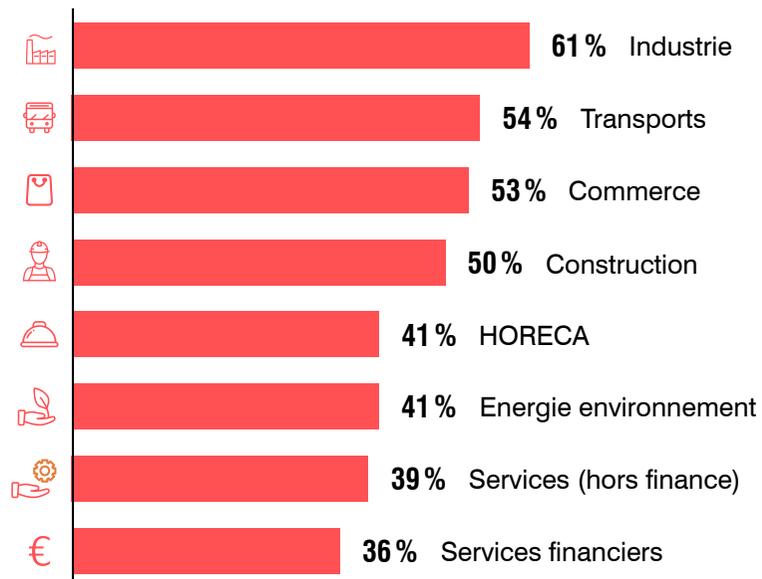
Financement bancaire

Votre entreprise a-t-elle fait ou compte-t-elle faire appel à un financement bancaire ?



Si **45% des chefs d'entreprise font régulièrement appel au financement bancaire**, plus de la moitié des entreprises (55%) déclare financer ses projets et investissements grâce à ses fonds propres, et c'est notamment le cas pour 65% des entreprises du secteur financier, 61% du secteur non financier et 60% de l'HORECA.

Pourcentage des entreprises par secteur faisant appel au financement bancaire

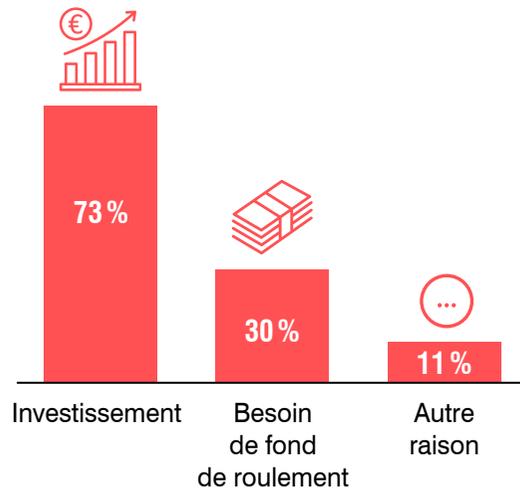


Les secteurs les plus demandeurs de financements bancaires sont ceux de l'industrie (61%), des transports (54%), du commerce (53%) et de la construction (50%). **La taille de l'entreprise ne semble pas avoir d'influence sur le besoin de financement via une institution bancaire.**

Financement bancaire

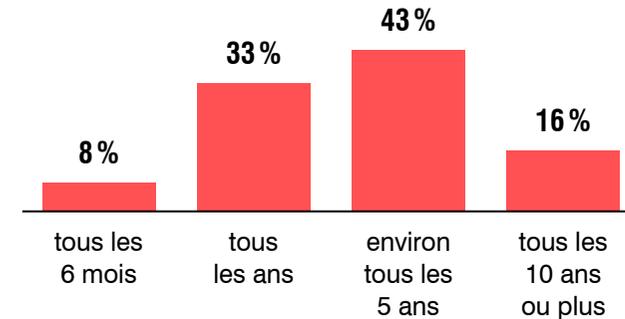
Quelles sont les principales raisons pour lesquelles votre entreprise fait appel à un financement bancaire

(plusieurs réponses possibles) ?



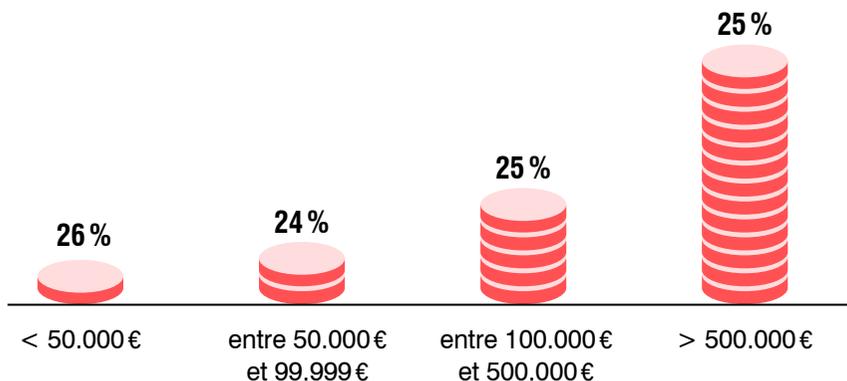
Parmi les 45% d'entreprises faisant appel à un financement bancaire, plus de 7 sur 10 (73%) le font pour des **projets d'investissement**. Ce besoin augmente avec la taille de l'entreprise, allant de 64% pour les entreprises de 6 à 9 personnes, jusqu'à 100% pour celles de plus de 500 employés. Les **secteurs les plus demandeurs sont ceux des transports (83%), de l'industrie (79%), du commerce (78%) et de l'HORECA (77%)**. 1 entreprise sur 3 sollicite un financement bancaire pour ses **besoins en fonds de roulement**. Ceci concerne en particulier le **secteur de la construction (42%)** dont l'activité est fortement affaiblie actuellement, notamment en raison de la hausse des taux d'intérêts, de la chute de la demande et donc de l'activité, de la pénurie de main-d'œuvre ainsi que de son coût.

À quelle fréquence votre entreprise fait-elle appel à un financement bancaire ?



Chaque année, un tiers des entreprises faisant appel à des financements bancaires renouvelle cette pratique. Cette proportion monte même à 42% pour celles du secteur des transports, bien que 39% d'entre elles ne sollicitent un financement que tous les 10 ans ou plus. Pour 43% des entreprises, le besoin de financement se manifeste tous les 5 ans, et ce en particulier dans l'industrie (62%), l'HORECA (60%) et les services non financiers (52%).

Quel montant votre entreprise demande-t-elle généralement dans le cadre d'un financement bancaire ?



Les montants des crédits demandés par les 45% d'entreprises qui ont recours aux banques varient fortement selon leur taille. Si les petites entreprises de moins de 9 personnes ont plutôt tendance à solliciter des montants inférieurs à 100.000 euros, aucune entreprise de plus de 100 salariés n'est dans ce cas. **Les entités de 250 salariés et plus**, impliquées dans des transformations plus conséquentes, notamment en raison des transitions énergétique et digitale, **font toutes appel à des financements de plus de 500.000 euros**, en particulier dans les secteurs des transports (47%) et de l'industrie (42%).

Financement bancaire

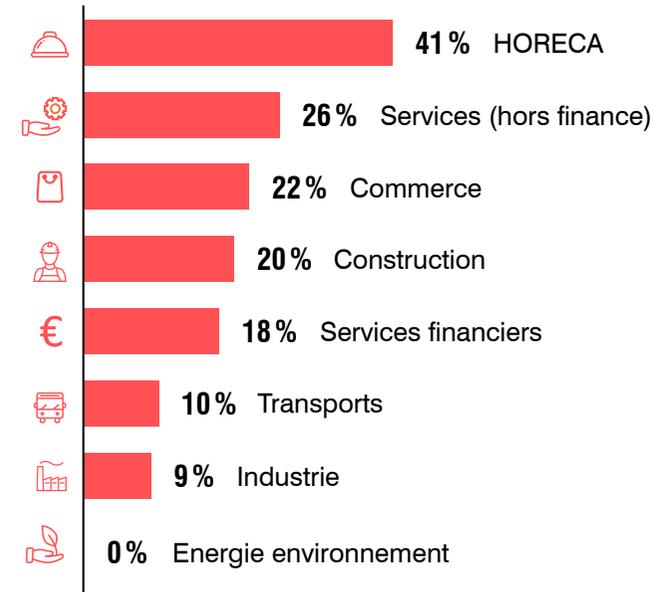
Votre entreprise a-t-elle déjà rencontré un refus d'obtention de financement bancaire ?

22%

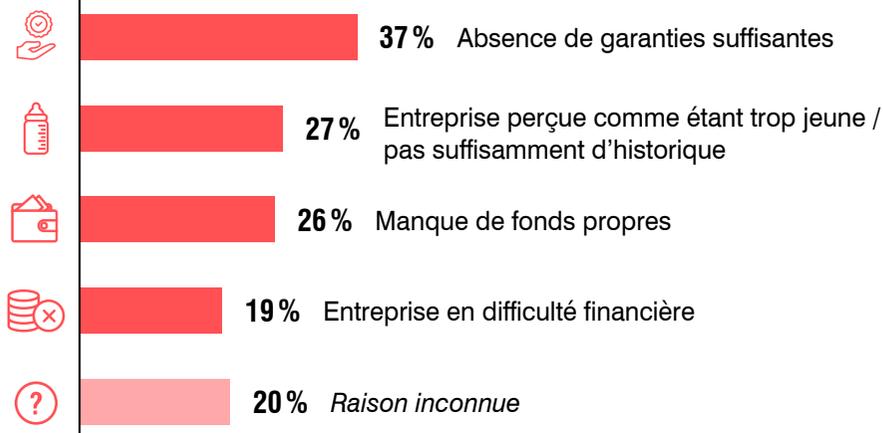
des entreprises se sont déjà vu **refuser l'obtention d'un financement bancaire**

Presqu'un quart des entreprises s'est déjà vu refuser l'obtention d'un financement bancaire. **Aucune entreprise de 500 salariés et plus n'a été confrontée à cette situation** et les refus de crédits touchent plus particulièrement le **secteur de l'HORECA (41%)** et environ 1 entreprise sur 5 dans les secteurs de la construction, du commerce et des services non financiers.

Pourcentage des entreprises par secteur s'étant déjà vu refuser un financement bancaire



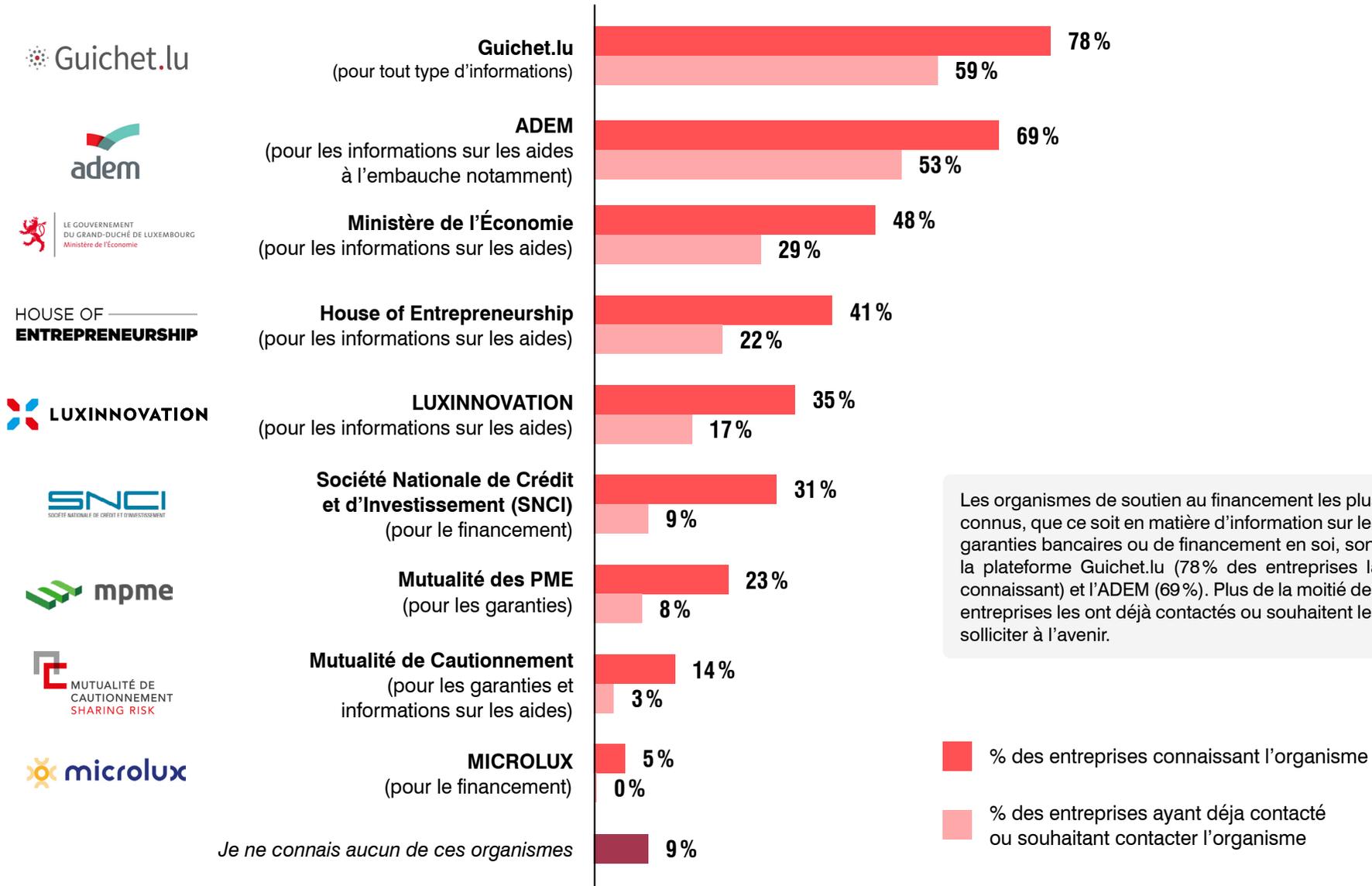
Quelles étaient les raisons de ce refus de financement bancaire (plusieurs réponses possibles) ?



La raison principale de ces refus, selon 37% des entreprises interrogées, est l'absence de garanties suffisantes. Cela concerne notamment près de la moitié du secteur de la construction ayant reçu un tel refus (49%). Les refus pour cause de manque d'historique de l'entreprise touchent également près d'1 entreprise sur 2 de ce secteur (48%), mais ils concernent également les secteurs des transports (36%) et de l'HORECA (34%). Les refus dans le secteur de l'industrie sont essentiellement dus au manque de fonds propres (61%), suivi par l'absence de garanties et l'existence de difficultés financières (cités par 39% des entreprises concernées).

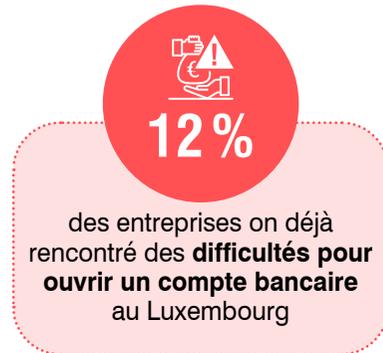
Soutien au financement

Au-delà des financements bancaires, parmi les possibilités et organismes de soutien au financement suivants, lesquels connaissez-vous et lesquels avez-vous ou envisagez-vous de contacter ?



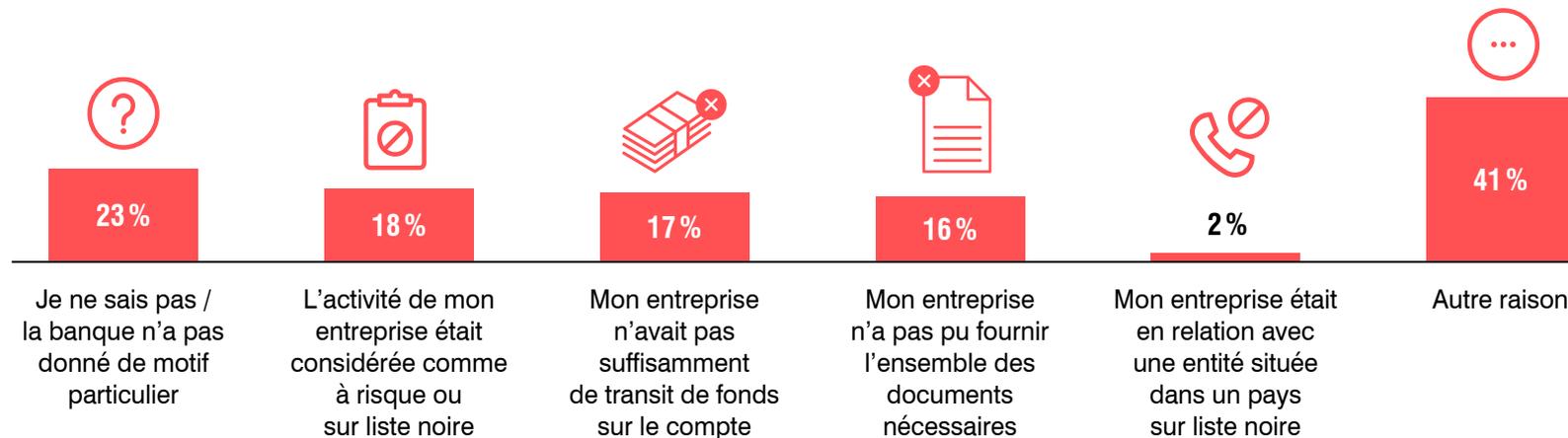
Ouverture de compte

Par le passé, avez-vous rencontré des difficultés pour ouvrir un compte bancaire au Luxembourg ?



Fait inquiétant, 12% des entreprises ont déjà rencontré des difficultés pour ouvrir un compte bancaire au Luxembourg. **Les secteurs les plus concernés sont ceux des services non financiers (16%), de l'HORECA (11%) et de la construction (8%).**

Si vous avez déjà rencontré des difficultés, pour quelle raison ?



Les raisons des refus de financement sont toutefois très diverses, et 23% des entreprises concernées n'en connaissent pas le motif. **54% des chefs d'entreprises du secteur de l'HORECA indiquent qu'ils n'ont pas pu fournir tous les documents requis.** Cela concerne aussi 29% des entreprises du commerce et 33% de celles des services non financiers. 26% des entreprises issues de ces derniers déclarent ne pas avoir généré suffisamment de flux de trésorerie sur le compte de l'entreprise. Pour 23% des refus déclarés par les dirigeants des secteurs de l'HORECA et des services non financiers, l'activité de l'entreprise était jugée comme étant à risque.

Cette 10^{ème} édition du Baromètre de l'Économie repose sur des résultats obtenus auprès de 647 entreprises de 6 salariés et plus, représentatives de l'économie luxembourgeoise. L'enquête a été menée sur la période du 18 septembre au 6 octobre 2023 par l'institut ILRES, sous la direction de la Chambre de Commerce. Le résultat du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des sept indicateurs de conjoncture: confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement. L'enquête du Baromètre de l'Économie se déroule selon une périodicité semestrielle, au printemps et à l'automne.

Chambre de Commerce

7 rue Alcide de Gasperi

L-1615 Luxembourg

Tél : (+352) 42 39 39-1

E-mail : eco@cc.lu

www.cc.lu

Suivez-nous sur



[@ccluxembourg](https://www.instagram.com/ccluxembourg)